

Pour vétusté, absence de sécurité...

# 36 hôtels fermés à Alger

**Constat** n Manque d'hygiène, vétusté des immeubles, mauvais accueil sont les caractéristiques des nombreux hôtels que compte la capitale.

Il semble que la tragédie de l'hôtel du Square ait enfin fait réagir les autorités concernées même s'il est un peu tard. Les responsables du secteur du tourisme qui misent sur ce secteur stratégique à l'économie nationale ont passé à l'action.

En effet, la direction du tourisme de la wilaya d'Alger a établi des décisions de fermeture administrative de 36 des 165 établissements hôteliers, depuis fin 2005 à ce jour.

Invitée du Forum de la radio El Bahja, la directrice du Tourisme de la wilaya d'Alger par intérim Mme Fatima Bouchène a indiqué mercredi que les décisions de fermeture administrative de ces établissements hôteliers ont été éta-

blies «en raison du non-respect par ces établissements des lois régissant ce domaine outre les conditions d'hygiène qui ne répondent pas aux normes et l'utilisation d'équipements vétustes». Ces décisions sont «provisoires jusqu'à la levée des réserves», a-t-elle rappelé ajoutant que «7 hôtels ont été rouverts après avoir fait l'objet de travaux de rénovation».

Concernant les autorisations d'exploitation, Mme Bouchène a affirmé que «17 établissements hôteliers détiennent ces autorisations, les autres font l'objet d'examen alors que certains n'ont pas encore déposé leurs dossiers».

Evoquant la convention signée par le ministère du Tourisme et le

Crédit populaire algérien (CPA) pour la prise en charge des travaux de réaménagement, la responsable a indiqué que sa direction «a adressé des correspondances à tous les établissements hôteliers à Alger jointes de copies de la convention afin de les inviter à s'adresser à la banque pour pouvoir bénéficier du crédit», soulignant que certains établissements ont rejeté cette offre.

Le nombre de lits au niveau de ces hôtels est «insuffisant», a-t-elle encore souligné appelant à la réalisation d'hôtels de deux ou trois étoiles et d'hôtels urbains «en vue d'améliorer les conditions d'accueil des citoyens et des étrangers à des prix raisonnables».

Mme Bouchène a appelé, dans le même contexte, à mettre à la disposition des touristes et voyageurs un guide touristique au niveau de l'aéroport et des différentes gares routières à même de «leur permettre de mieux localiser les sites touristiques et les hôtels d'Alger». Elle a, d'autre part, rappelé le décret exécutif portant formation de guides touristiques à répartir sur toutes les agences de voyage précisant que la promotion du Tourisme est une mission qui «incombe à tous les secteurs». Alger dispose de 165 établissements hôteliers classés entre 0 et 5 étoiles et plus de 230 agences de voyages et 40 sociétés de catering.

Synthèse A. Z.

## Route transsaharienne

# A quand l'achèvement du projet ?

**Obstacle** n Le manque de financement dans certains pays freine ce méga-projet. La solidarité reste la seule solution pour son parachèvement.

«**Q**uelque 7 000 km de la route transsaharienne Alger - Lagos ont été réalisés, soit environ les trois quarts de la distance totale de 9 800 km», a annoncé, hier, Amar Ghoul, ministre des Travaux publics, à l'occasion des travaux de la 47e session du Comité de liaison de la route transsaharienne (Clrt) qui prendront fin aujourd'hui.

La transsaharienne reliera Alger à la capitale nigérienne en traversant l'Algérie, la Tunisie, le Mali, le Niger, le Nigeria et le Tchad. Le même responsable s'est félicité de cette évolution significative du vieux projet. «Toutefois, un grand travail reste à faire», a souligné M. Ghoul, mettant en exergue l'urgence de lever toutes les contraintes techniques et financières afin de terminer les 2

800 km restants dans les meilleurs délais. Hormis le tronçon algérien (3 000 km) dont le financement ne semble pas poser problème, le projet de la transsaharienne est partiellement financé par les bailleurs de fonds et les institutions financières internationales tels que la Banque islamique de développement (BID) et la Banque arabe de développement pour l'Afrique (Bada) représentées à cette rencontre. Sur les 2 800 km restants, quelque 600 km se trouvent en territoire algérien, a précisé le secrétaire général du Clrt, Mohamed Ayadi qui prévoit leur réalisation avant la fin de l'année 2008. Au Niger, une section de 250 km reste à réaliser, ainsi que 600 km entre les frontières algéro-maliennes et la ville malienne

de Bourem. De même, le lancement des travaux de réalisation des 200 km de la section Arlit-frontière algérienne est programmé pour l'année en cours, selon M. Ayadi.

Le SG du Clrt a rappelé par ailleurs les importants projets en cours de réalisation ou de maturation le long de la transsaharienne, notamment celui du gazoduc Lagos - Alger et le gigantesque transfert d'eau potable de In Salah vers Tamanrasset.

«La partie algérienne est livrable avant fin 2008. Quant aux autres pays tout dépend des financements», a dit aux journalistes M. Ghoul. Depuis son lancement au milieu des années 1970, le projet de la route transsaharienne aurait déjà coûté plus de 400 millions de dollars. Le

gouvernement algérien avait, pour sa part, octroyé en 2006 une enveloppe de un trentaine de milliards de dinars (environ 250 millions de dollars) pour le parachèvement de cet important projet sous-continentale. La solidarité entre les pays africains concernés par ce projet «permettra, tôt ou tard, de réaliser les objectifs de la coopération et de renforcement des échanges commerciaux».

L'Algérie a déjà financé un projet de 200 km au Niger et le Nigeria a également financé un projet de 100 km dans le même pays», a souligné ce matin M. Ayadi sur les ondes de la Chaîne III, précisant que le Mali est le pays le plus pénalisé par le manque de moyens financiers nécessaires pour le parachèvement de ce méga-projet.

Synthèse A. H.

## Il aura lieu en novembre

# 1<sup>er</sup> Salon international des deux-roues

**Rendez-vous** n Les inconditionnels de la petite reine et des engins à deux roues motorisés tiennent enfin leur salon.

La Safex et la société 2 AS ont convenu de mettre en commun leurs moyens pour l'organisation de la première édition du Salon international des Deux Roues et, ce, du 5 au 9 novembre 2007.

Tout le temps à l'ombre du Salon auto qui en est, cette année, à sa onzième édition, vélos, motos et autres scooters chercheront, à l'occasion, à bâtir une notoriété et à se départir de l'étiquette d'éternels petits. Il ne peut en être, en effet, autrement au vu des chiffres comptabilisés.

Aujourd'hui, le marché national est estimé annuellement à 70 000 cyclomoteurs, 5 000 voitures pour handicapés et 200 000 bicyclettes avec une pré-

sence sans cesse accrue au sud du pays. «Nous avons voulu ouvrir d'autres horizons et aller vers la spécialisation, et c'est pour cette raison que nous estimons qu'un salon des deux roues tombe vraiment à pic», a d'emblée estimé M. Farrah, directeur de la Safex, hier lors d'une conférence de presse tenue au siège de sa direction.

«Une cinquantaine d'exposants, entre nationaux et étrangers sont attendus, ainsi que des milliers de visiteurs», s'est réjoui, pour sa part, Rabah Ouchouaou, directeur du Salon, pour qui «la petite reine devra retrouver ses titres de noblesse».

Dans le rang des exposants, les organisateurs prévoient la présence de constructeurs, d'impor-

tateurs, de fabricants d'accessoires et de composants, au même titre que les sociétés de services, tel que les banques, les assurances, les entreprises de livraison qui, selon le même intervenant, «peuvent trouver en les deux roues un moyen de locomotion adéquat et rapide». Et pour donner du tonus au rendez-vous, des invitations sont décernées aux VIP du vélo et de la moto, comme le Français Hubert Auriol. Durant l'événement prévu au pavillon G, les visiteurs auront droit à une profusion de produits : «Vélos, motos, quads, scooters, voiturettes pour handicapés et toutes sortes d'équipements, d'accessoires...», a tenu à énumérer, M. Saf, coordinateur

du salon dont le vœu est de faire de cette première édition «une vitrine technologique de référence et un lieu de contact privilégié avec le public».

L'occasion sera aussi de porter «une réflexion sur un marché déjà existant et prometteur, mais qui demande un peu plus d'ordre pour éventuellement commencer à y investir sérieusement», a relevé M. Ouchouaou.

Pour le bon déroulement de cette manifestation, les organisateurs prévoient dans la foulée une série de conférences-débat et plusieurs animations dont des expositions, des démonstrations ainsi que des projections de films se rapportant au thème.

Réda Naim

## L'ambassadeur de l'Union européenne «Pour une émigration sélective»

La deuxième réunion d'évaluation du conseil chargé du suivi de l'accord d'association avec l'Union européenne, depuis son entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2005, se tiendra le 24 du mois en cours au Luxembourg.

L'information a été donnée par l'ambassadeur de l'Union européenne en Algérie, Wolfgang Plasa, hier, lors de son passage au forum d'El-Moudjahid, à l'occasion de la célébration du 50<sup>e</sup> anniversaire de la signature du traité de Rome.

Le chef de la délégation de la Commission européenne en Algérie a indiqué qu'il sera question lors de cette réunion de l'installation des sous-comités chargés du suivi technique de l'évolution de l'application de l'accord dans l'objectif de la mise en place de son cadre institutionnel.

S'agissant des craintes suscitées par les différents acteurs économiques et politiques quant aux retombées de l'accord sur l'économie algérienne, Wolfgang Plasa profitera de l'occasion pour rappeler que l'Algérie n'est pas encore membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ce qui rend difficile pour elle de tirer profit des services offerts par l'Union européenne. «L'Algérie doit s'intégrer à un système économique multilatéral», dira-t-il. A une question d'actualité, celle de la constitution d'une Opep du gaz, le diplomate dira que l'Europe n'a aucune crainte par rapport à un tel projet, car «c'est une organisation qui, si elle venait à voir le jour, ne changerait en rien le processus actuel dans lequel le prix du gaz est indexé sur celui du pétrole».

Abordant le sujet de l'émigration, le représentant de l'UE défendra l'idée d'une politique d'émigration sélective, car, soutient-il, «L'Europe n'a pas de capacité d'absorption illimitée». Le chef de la délégation européenne a, par ailleurs, plaidé pour un marché maghrébin commun pour mieux organiser l'économie de la région. Là, le diplomate européen souhaite que les pays de l'UMA surmontent les problèmes qui les empêchent de construire un marché commun. Selon lui, la solution passe par l'intégration dans l'économie multilatérale qui élimine les frontières politiques.

Ainsi, dira l'orateur, les conflits territoriaux disparaîtront, allusion faite au conflit du Sahara occidental qui constitue un obstacle majeur à l'édification d'un marché maghrébin commun, comme c'est le cas au sein de l'Union européenne où les problèmes liés à la culture, à la religion, à la langue... ne se posent pas.

D. D.